

Déconcentration des décisions administratives individuelles et suppression de commissions

Liste des mesures déconcentrables

La déconcentration est entendue dans une acception large : transfert aux DRAC, à un EP, un SCN ou encore aux archives départementales. Des études d'impact seront réalisées afin d'apprécier la faisabilité de ces déconcentrations.

DG	Mesures	Destinataires de la déconcentration	Annexe 97-1200	TEXTE	Nouvelle disposition // annexe 97-1200	Modalités de mise en œuvre juridique	Type de texte nécessaire pour la déconcentration	Calendrier d'aboutissement (lié aux modalités de modifications des textes)	Nombre de décisions 2018	
1	DGP	Inscription au tableau régional des architectes des personnes physiques ressortissantes d'Etats non membres de la Communauté européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen.	DRAC	OUI	Décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte (article 15)	Art 11 al2 de la Loi n°77-2 du 3 janvier 1977	Modification de l'article 15 du décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte pour transférer la compétence au Préfet de Région	Décret en Conseil d'Etat	31-déc-19	36
2	DGP	Label villes et pays d'art et d'histoire	DRAC	NON	Arrêté 05/05/95 portant création d'un Conseil national des villes et pays d'art et d'histoire : Il est créé auprès du ministre de la culture et de la francophonie un Conseil national des villes et pays d'art et d'histoire chargé de proposer au ministre les mesures propres à assurer le développement des labels " villes d'art et d'histoire " et " pays d'art et d'histoire "		Modification de l'arrêté du 5 mai 1995		31-déc-19	10
3	DGP	Label Maison des illustres	DRAC	NON	Circulaire du 07 décembre 2012 relative à l'institution d'un label « Maisons des Illustres » (NOR : MCCC1241790C) : les dossiers de candidature déposés sont examinés par les directions régionales des affaires culturelles et une liste indicative d'immeubles susceptibles de bénéficier du label « Maisons des Illustres » est adressée par le préfet de région au ministre de la culture. Une commission <i>ad hoc</i> constituée d'experts et placée sous l'autorité du directeur général des patrimoines statue sur les candidatures. Le label est délivré par le ministre de la culture, pour une durée de 5 ans renouvelable. Il peut être retiré si les critères d'attribution ne sont plus remplis.	Circulaire du 7 décembre 2012 relative à l'institution du label Maison des Illustres	Modification de la circulaire du 7 décembre 2012		31-déc-19	17
4	DGP	Fonds incitatifs en faveur des MH	DRAC	NON	Décision ministérielle de transferts des crédits.		Dispositif déjà déconcentré en 2019			150
5	DGP	Subventions aux CT pour les diagnostics archéologiques	DRAC	NON	L 524-11 CP et R 524-34 CP		Transfert de charge à la DRAC après modification de l'article R.524-14 CP	Décret en Conseil d'Etat	31-déc-19	60
6	DGP	DUP des fouilles	DRAC	NON	L .531-9 CP et R 531-5 CP		Modification de l'article R531-5	Décret en Conseil d'Etat	31-déc-19	0
7	DGP	Nomination des conservateurs des antiquités et objets d'arts	DRAC	NON	Décret n°71-859 du 19 octobre 1971 relatif aux attributions des conservateurs des antiquités et objets d'art	Art. 4 décret n°71-859 du 19 octobre 1971 relatif aux attributions des conservateurs des antiquités et objets d'art		Décret simple	31-déc-19	65
8	DGP	Commissionnement des agents missionnés par le ministère de la culture	DRAC			R 114-1 CP L.480-1 CU L.581-40 Code Env	Modification des articles L.480-1 CU L.581-40 Code Env et R 114-1 Cpat -vecteur législatif nécessaire	Modification législative nécessaire	2021	122

Liste des mesures déconcentrables

9	DGP	Agrément des associations mentionnées à l'article 4 bis de la loi n° 80-532 du 15 juillet 1980 (arrêté pris conjointement avec le garde des sceaux, ministre de la justice).	DRAC	OUI	Décret n° 91-787 du 19 août 1991 pris pour l'application de l'article 4 bis de la loi n° 80-532 du 15 juillet 1980 relative à la protection des collectivités publiques contre les actes de malveillance et de la loi n° 89-900 du 18 décembre 1989 relative à l'utilisation des détecteurs de métaux	Abrogé par décret code du patrimoine Art R.114-6 à R.114-17 CP	Modification de l'article R. 114-13 alinéa 2 CP (suppression de la compétence du Garde des Sceaux et transfert de compétence au PR)	31-déc-19	0	
10	DGP	Attribution des labels "exposition d'intérêt national" et le "musée sort de ses murs", ainsi que les subventions associées	DRAC	NON	La décision d'attribution de ces deux labels est actuellement soumise au ministre lui-même, sur proposition d'une commission réunie une fois par an au niveau national.	La décision d'attribution de ces deux labels est actuellement soumise au ministre lui-même, sur proposition d'une commission réunie une fois par an au niveau national.	Pas de modalité de mise en oeuvre juridique particulière à prévoir (nouvelle procédure à communiquer aux DRAC).	Sans objet	43	
11	DGP	Approbation d'un projet scientifique et culturel, d'un programme de conservation et de présentation des collections et d'un programme architectural d'un musée de France	DRAC	NON	L. 441-2, R442-1, et D. 442-15 CP		Pas de modalité de mise en oeuvre juridique particulière à prévoir (nouvelle procédure à communiquer aux DRAC).	Sans objet	22	
12	DGP	attribution et retrait de l'appellation "Musée de France"	DRAC	NON	Article 4 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France	R. 442-3 CP			14	
13	DGP	Décision de faire exécuter des travaux d'office sur un monument historique classé	DRAC	NON	Art R621-47 CP	L.621-13 et R621-47 CP	Décret en Conseil d'Etat	31-déc-19	2	
14	DGP	Arrêté de mise en demeure de réaliser des travaux sur un immeuble classé	DRAC	NON	Article R 621-47 CP	R.621-47 CP	Décret en Conseil d'Etat	31-déc-19	2	
15	DGP	Désignation du maître d'oeuvre en cas de travaux d'office sur MH classé	DRAC	NON	Décision liée aux décisions précédentes (art R 621-46 et R 621-47 du CP)	Décision liée aux décisions précédentes (art R 621-46 et R 621-47 du CP)			2	
16	DGP	Habilitation de l'architecte diplômé d'Etat à l'exercice de la maîtrise d'oeuvre en son nom propre	EP	NON	Arrêté du 10 avril 2007 relatif à l'habilitation de l'architecte diplômé d'Etat à l'exercice de la maîtrise d'oeuvre en son nom propre (article 20)	Art 14 du décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 (abrogé) Codifié à l'article R.672-14 du code de l'éducation	Modification de l'article R672-14 du code de l'éducation	Décret en Conseil d'Etat	31-déc-19	1749
17	DGP	Autorisation de prêter des œuvres déposées	EP	NON	D 423-13 CP	D 423-14 CP	Modifications du code du patrimoine pour autoriser les directeurs de SCN musées à prendre la décision (D. 423-11 et sq) et des décrets statutaires des EP musées pour les présidents	Décret simple	31-déc-19	40

Liste des mesures déconcentrables

18	DGP	Prêts et dépôts d'œuvres confiées à la garde des musées nationaux	EP	NON	Article R423-7 du CP	Article R423-7 du CP et D 423-13 CP	Modifications du code du patrimoine pour autoriser les directeurs de SCN musées à prendre la décision (R. 423-7 et sq) et des décrets statutaires des EP musées pour les présidents	Décret simple	31-déc-19	1665
19	DGP	Décision accordant l'autorisation de fouilles, dans les cas où celles-ci portent sur un site d'intérêt national.	SCN - DRASSM	OUI	Décret n° 94-422 du 27 mai 1994 modifiant la loi du 27 septembre 1941 modifiée portant réglementation des fouilles archéologiques et relatif à diverses dispositions concernant l'archéologie	R 532-9 CP	Modification de l'article R532-9	Décret en Conseil d'Etat	31-déc-19	0
20	DGP	Autorisation de prospection, fouilles et sondages sous-marins, prélèvements et déplacements urgents de biens culturels maritimes, et retrait de cette autorisation.	SCN - DRASSM	OUI	Décret n° 91-1226 du 5 décembre 1991 modifié pris pour l'application de la loi n° 89-874 du 1er décembre 1989 relative aux biens culturels maritimes et modifiant la loi du 27 septembre 1941 portant réglementation des fouilles archéologiques	R 532-8 du CP	Modification de l'article R532-8 pour déléguer la compétence ministre au directeur du DRASSM	Décret en Conseil d'Etat	31-déc-19	112
21	DGP	Mise en œuvre des évaluations archéologiques en mer	SCN - DRASSM	OUI	Décret n° 2018-537 du 28 juin 2018 relatif à l'évaluation archéologique en mer pris pour l'application de l'article L. 524-6 du code du patrimoine, articles R523-38-1 à R. 523-38-4 du CP et R. 546-7 CP	R 523-38-4 et R 546-7 du CP	Modification de l'article R523-38-4 et R546-7 CP pour déléguer la compétence ministre au directeur du DRASSM	Décret en Conseil d'Etat	31-déc-19	5
22	DGP	Remboursement du prix des travaux et installations utilisés par l'Etat en cas de retrait de l'autorisation de fouille / indemnité lorsque l'autorisation de fouille est retirée pour permettre à l'Etat de poursuivre les fouilles	SCN - DRASSM	NON		R. 532-16 du CP	Modification de l'article R532-16 pour déléguer la compétence ministre au directeur du DRASSM	Décret en Conseil d'Etat	31-déc-19	0
23	DGP	Fixation du montant de la récompense prévue aux articles 6 et 13 de la loi n° 89-874 du 1er décembre 1989.	SCN - DRASSM	OUI	Décret n° 91-1226 du 5 décembre 1991 modifié pris pour l'application de la loi n° 89-874 du 1er décembre 1989 relative aux biens culturels maritimes et modifiant la loi du 27 septembre 1941 portant réglementation des fouilles archéologiques	articles L. 532-6 et L. 532-13 du code du patrimoine	Modification de l'article R532-6 et R.532-13 pour déléguer la compétence ministre au directeur du DRASSM	Décret en Conseil d'Etat	31-déc-19	2
24	DGP	habilitation des organismes de formation donnant lieu à la délivrance d'un certificat d'aptitude à l'hyperbarie mention B, pour l' Archéologie sous-marine et subaquatique	SCN - DRASSM	OUI	Article R4461-32 code du travail : I. — La demande d'habilitation des organismes de formation, mentionnés au 1° de l'article R. 4461-29, est adressée, par pli recommandé avec demande d'avis de réception, aux services centraux compétents des ministères chargés : 1° De la sécurité civile et de l'intérieur pour ce qui concerne la mention B " secours et sécurité " ; /2° De la culture pour ce qui concerne la mention B " archéologie sous-marine et subaquatique " .	Article R4461-32 code du travail : I. — La demande d'habilitation des organismes de formation, mentionnés au 1° de l'article R. 4461-29, est adressée, par pli recommandé avec demande d'avis de réception, aux services centraux compétents des ministères chargés : 1° De la sécurité civile et de l'intérieur pour ce qui concerne la mention B " secours et sécurité " ; /2° De la culture pour ce qui concerne la mention B " archéologie sous-marine et subaquatique " .	Prévoir une délégation de compétence au directeur du DRASSM à l'article R4461-32 du code du travail qui renvoie à l'autorité administrative	Décret en Conseil d'Etat	31-déc-19	
25	DGP	Attestation en vue de l'obtention de la dispense de caution de la taxe forfaitaire sur les plus-values, permettant uniquement aux fondations, aux particuliers et aux associations de ne pas avoir l'obligation de déposer une caution relative à la taxe dans les cas d'exportation temporaire pour expositions à but culturel et non lucratif de biens culturels qui leur appartiennent	SCN - exportations biens culturels	NON	Art 10 loi 76-660 19 juillet 1976 PORTANT IMPOSITION DES PLUS-VALUES ET CREATION D'UNE TAXE FORFAITAIRE SUR LES METAUX PRECIEUX, LES BIJOUX, LES OBJETS D'ART, DE COLLECTION ET D'ANTIQUITE	Art 10 loi 76-660 19 juillet 1976 PORTANT IMPOSITION DES PLUS-VALUES ET CREATION D'UNE TAXE FORFAITAIRE SUR LES METAUX PRECIEUX, LES BIJOUX, LES OBJETS D'ART, DE COLLECTION ET D'ANTIQUITE				119
26	DGP	Certificat d'exportation d'archives privées non classées dont la reproduction est requise en application de l'article L212-29 du code du patrimoine	SCN - exportations biens culturels		Article L. 111-2 du CP	Article L. 111-2 du CP et R 111-12-8 CP				6

Liste des mesures déconcentrables

27	DGP	Autorisation de destruction d'archives privées classées comme archives historiques	AD	NON	L212-27 CP		Interrogation sur la nécessité d'une modification législative s'agissant de déconcentrer aux DAD, agents de l'Etat mis à disposition des départements des missions Etat qui ne relèvent pas du CST (L.212-9 et L.212-10 CP) ?	Modification législative nécessaire	2021	0
28	DGP	Agrément de prestataires de tiers-archivage.	AD	NON	R 212-24 CP	R 212-24 CP	Interrogation sur la nécessité d'une modification législative s'agissant de déconcentrer aux DAD, agents de l'Etat mis à disposition des Départements, des missions Etat (en l'occurrence l'instruction de la procédure) qui ne relèvent pas du CST (L. 212-9 et L. 212-10 du code du patrimoine). Modification de l'article R. 212-24 qui désigne le ministre chargé de la culture comme autorité compétente pour accorder l'agrément (la compétence serait dévolue au préfet de département).	Décret en Conseil d'Etat	2021	25
29	DGP	Autorisation de consultation des archives publiques avant l'expiration des délais	AD	NON	L213-3 CP	L213-3 CP	Interrogation sur la nécessité d'une modification législative s'agissant de déconcentrer aux DAD, agents de l'Etat mis à disposition des départements des missions Etat qui ne relèvent pas du CST (L.212-9 et L.212-10 CP) ?	Modification législative nécessaire	2021	800
30	DGP	Nomination des arbitres en cas de désaccord sur les conditions de réalisation ou sur le financement des fouilles	Sans objet	NON	Article R523-52 du code du patrimoine	L.523-10 et R.523-52 à R.523-58		Décret en Conseil d'Etat	31-déc-19	0
31	DGP	Habilitation à assurer des opérations de restauration sur les biens des musées de France (décision prise, le cas échéant, conjointement avec le ministre concerné).	Sans objet	OUI	Décret n° 2002-628 du 25 avril 2002 pris pour l'application de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France abrogé par le décret n° 2011-574 du 24 mai 2011 relatif à la partie réglementaire du code du patrimoine (livres Ier à VI) .	L. 452-14, R 452-10, 4° CP	Abrogation de l'article réglementaire		31-déc-19	0
32	DGP	Autorisation de travaux sur un trésor national				L111-2 et R111-6 CP				0
33	DGP/DGMIC	Délivrance, refus de délivrance ou prorogation de validité du certificat autorisant la sortie du territoire douanier du bien culturel.	SCN - exportations biens culturels	OUI	Décret n° 93-124 du 29 janvier 1993 modifié relatif aux biens culturels soumis à certaines restrictions de circulation	L 111-1 R 111-1 et suivants du CP				10260
34	DGP/DGMIC	Décision de présenter une offre d'achat d'un trésor national ou de renoncer à l'acquérir.	SCN - exportations biens culturels	OUI	Décret n° 93-124 du 29 janvier 1993 modifié relatif aux biens culturels soumis à certaines restrictions de circulation	L 121-1 R 111-1 et suivants du CP				4
35	DGP/DGMIC	Désignation d'un expert pour estimer la valeur d'un trésor national.	SCN - exportations biens culturels	OUI	Décret n° 93-124 du 29 janvier 1993 modifié relatif aux biens culturels soumis à certaines restrictions de circulation	L 121-1 R 111-1 et suivants du CP				1
36	DGP/DGMIC	Délivrance et refus de l'autorisation de sortie temporaire d'un bien culturel.	SCN - exportations biens culturels	OUI	Décret n° 93-124 du 29 janvier 1993 modifié relatif aux biens culturels soumis à certaines restrictions de circulation	L 111-1, R 111-1 et suivants du CP				550
37	DGP/DGMIC	Autorisation d'exportation de biens culturels et d'exportation temporaire de trésors nationaux hors de la Communauté européenne.	SCN - exportations biens culturels	OUI	Décret n° 93-124 du 29 janvier 1993 modifié relatif aux biens culturels soumis à certaines restrictions de circulation	L 111-1, R 111-1 et suivants du CP				5327
38	DGP/DGMIC	Déclenchement de l'action tendant en retour d'un bien culturel sur le territoire français.	SCN - exportations biens culturels	OUI	Décret n° 97-286 du 25 mars 1997 relatif à la restitution des biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un Etat membre de la Communauté européenne	L 112-11, R 112-20 CP				0

Liste des mesures déconcentrables

39	DGP/DGMIC	Exposition d'un bien restitué dont l'Etat français est devenu dépositaire.	SCN - exportations biens culturels	OUI	Décret n° 97-286 du 25 mars 1997 relatif à la restitution des biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un Etat membre de la Communauté européenne	L 112-17, R 112-10 CP				0
40	DGP/DGMIC	Offre d'achat de biens culturels présentant le caractère de trésor national et faisant l'objet d'un refus de certificat d'exportation pour le compte d'un autre ministre ou d'une personne publique autre que l'Etat	SCN - exportations biens culturels		Article L121-1 du CP	R121-7 CP				3+1
41	DGMIC	label de librairie de référence et au label de librairie indépendante de référence	DRAC	OUI	Décret n° 2011-993 du 23 août 2011 relatif au label de librairie de référence et au label de librairie indépendante de référence		Il n'est pas nécessaire de modifier les textes encadrant l'attribution des labels		31-déc-19	130
42	DGMIC	Autorisation de désaffectation de documents anciens, rares ou précieux appartenant à des communes ou EPCI	DRAC	oui	Décret en cours de rédaction		Modification règlementaire en cours		31-déc-19	0
43	DGMIC	aide à l'innovation et à la transition numérique de la musique enregistrée	EP	NON	Décret n° 2016-1422 du 21 octobre 2016 instituant une aide à l'innovation et à la transition numérique de la musique enregistrée		Pour mémoire, transfert acté vers le CNM	Modification législative nécessaire	1er janvier 2020	60
44	DGMIC	productions phonographiques ouvrant droit au crédit d'impôt pour dépenses dans la production d'oeuvres phonographiques.	EP	NON	Décret n° 2006-1764 du 23 décembre 2006 pris pour l'application des articles 220 octies et 220 Q du code général des impôts et relatif à l'agrément des productions phonographiques ouvrant droit au crédit d'impôt pour dépenses dans la production d'oeuvres phonographiques.		Pour mémoire, transfert acté vers le CNM	Modification législative nécessaire	1er janvier 2020	1500
45	DGCA	Décision d'octroi d'une aide financière individuelle pour l'écriture d'une œuvre musicale.	DRAC	OUI	Décret CE n° 2014-677 du 24 juin 2014 relatif à l'aide à l'écriture d'œuvres musicales originales Arrêté du 24 avril 2015 relatif aux modalités de présentation des dossiers de demandes d'aide à l'écriture musicale originale		- modification du décret en Conseil d'Etat et de l'arrêté	Décret en Conseil d'Etat	31-déc-19	50
46	DGCA	Décision d'attribution d'une aide financière individuelle pour la création, la réalisation ou la production d'un projet artistique dans les domaines des arts de la rue et des arts du cirque, en vue de sa représentation au public.	DRAC	OUI	Décret CE n° 2014-1651 du 26 décembre 2014 relatif à l'attribution des aides aux projets artistiques dans les domaines des arts de la rue et des arts du cirque Arrêté du 9 mars 2015 relatif aux modalités de présentation des dossiers de demandes d'aides aux projets artistiques dans les domaines des arts de la rue et des arts du cirque		une modification du décret CE et de l'arrêté	Décret en Conseil d'Etat	31-déc-19	40
47	DGCA	Aides aux festivals	DRAC	NON	PAS DE TEXTE					13
48	DGCA	Aides aux lieux de créations et aux compagnies	DRAC	NON	PAS DE TEXTE					77

Liste des mesures déconcentrables

49	DGCA	Attribution de labels dans le domaine du spectacle vivant	DRAC	OUI	Article 5 de la loi n° 2016-925 du 16 juillet 2016 Décret CE n° 2017-432 du 28 mars 2017 relatif aux labels et au conventionnement dans les domaines du spectacle vivant et des arts plastiques 14 Arrêtés du 5 mai 2017 fixant les conditions d'attribution et le cahiers des charges des labels et des conventionnements Cirulaire du 15 janvier 2018 relatif aux modalités d'application du dispositif de labellisation		nécessitera une modification législative et réglementaire (décret, arrêtés circulaire)	Modification législative nécessaire	2021	50
50	DGCA	Agrément du dirigeant d'une structure bénéficiant d'un label	DRAC	OUI	Article 5 de la loi n° 2016-925 du 16 juillet 2016 Décret CE n° 2017-432 du 28 mars 2017 relatif aux labels et au conventionnement dans les domaines du spectacle vivant et des arts plastiques 14 Arrêtés du 5 mai 2017 fixant les conditions d'attribution et le cahiers des charges des labels et des conventionnements Cirulaire du 15 janvier 2018 relatif aux modalités d'application du dispositif de labellisation		nécessitera une modification législative et réglementaire (décret, arrêtés et circulaire)	Modification législative nécessaire	2021	34
51	DGCA	Attribution de la médaille d'honneur des sociétés musicales et chorales	DRAC		Loi du 24 juillet 1924 créant une médaille d'honneur pour les membres des sociétés musicales ayant plus de trente ans de services modifiée par la loi du 27 juin 1939 règlement du 23 novembre 1924 fixant les conditions d'attribution de la médaille d'honneur des sociétés musicales et chorales		Modification de la loi du 9 juillet 1924 modifiée en 1939 pour attribuer le pouvoir de décision aux préfets qui reçoivent les demandes et ont actuellement un pouvoir de proposition	Modification législative nécessaire	2021	160
52	DGCA	Autorisation de changement d'affectation ou de démolition d'une salle de spectacles publics	DRAC	NON	Ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles relative aux spectacles Arrêté du 18 avril 1947 portant création d'une commission chargée de donner un avis sur les demandes de changement d'affectation des salles de spectacles	D 423-14 CP	-modification de l'ordonnance de 1945 - modification de l'arrêté	Modification législative nécessaire	2021	2
53	DGCA	Autorisation des baux d'immeubles à usage de spectacles, des locations, sous-locations et cessions de fonds de commerce d'entreprises de spectacles	DRAC	NON	Ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945		modification de l'ordonnance de 1945	Modification législative nécessaire	2021	7
54	DGCA	Reconnaissance de l'équivalence de titre pour l'établissement en France d'un entrepreneur de spectacle vivant d'un EM de l'UE ou de l'EEE	DRAC	NON	R7122-7 CT		la déconcentration de cette procédure est prévue dans la réforme du dispositif de licence	Décret en Conseil d'Etat	31-déc-19	
55	DGCA	Décision de reconnaissance des établissements d'enseignement artistique.	DRAC	OUI	Article L 361-3 CE Article R. 461-13 CE		Necessite modification législative et réglementaire	Modification législative nécessaire	2021	5
56	DGCA	Décisions de classement, de renouvellement, de changement de catégorie, de mise en demeure, de radiation ou de refus de classement des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique et de poursuite de l'instruction de la demande.	DRAC	OUI	R. 461-1, R. 461-4, R. 461-5, R. 461-6 et R. 461-7 CE	Procédure en cours de refonte.	Procédure en cours de refonte			31
57	DGCA	Agrément des établissements qui assurent une préparation à l'entrée dans les établissements supérieurs de la création artistique dans les domaines du spectacle vivant et des arts plastiques.	DRAC	OUI	Article R. 759-9 du code de l'éducation		Modification des articles R-759-9 et s du code de l'éducation	Décret en Conseil d'Etat	31-déc-19	3

Liste des mesures déconcentrables

58	DGCA	Aide aux structures de formation	DRAC	NON	PAS DE TEXTE					18
59	DGCA	Délivrance du certificat d'aptitude	Autres	OUI	Arrêté du 22 avril 1994 modifié relatif au certificat d'aptitude aux fonctions de directeur des écoles nationales de musique et de danse et des conservatoires nationaux de région et au certificat d'aptitude aux fonctions de professeur de musique ou de danse des écoles territoriales de musique, de danse et d'art dramatique	Texte en cours de refonte	la procédure est en cours de refonte les projets de décret et d'arrêté confèrent aux établissements d'enseignement de la création artistique la compétence pour délivrer le certificat d'aptitude	Décret simple	31-déc-19	73
60	DGCA	Délivrance du certificat d'aptitude aux fonctions de professeur d'art dramatique.	Autres	OUI	Arrêté interministériel du 18 juin 1992 relatif au certificat d'aptitude aux fonctions de professeur d'art dramatique dans les écoles de musique contrôlées par l'Etat	Texte en cours de refonte	L'arrêté du 18 juin 1992 a été abrogé par celui du 23 janvier 2008	Décret simple	31-déc-19	0
61	DGCA	Délivrance des diplômes nationaux d'orientation professionnelle de musique, de danse et d'art dramatique.	Autres	OUI	Article R. 361-11 CE		Cette disposition est à supprimer			0
62	DGCA	Agrément des organismes assurant une formation spécifique à la sécurité des spectacles adaptée à la nature du lieu de spectacle		NON	Arrêté du 21 septembre 2015 relatif à l'agrément des organismes assurant une formation à la sécurité des spectacles		Modification de l'arrêté du 21 septembre 2015			3
63	SG	Attribution du label "centre culturel de rencontre".	DRAC	OUI	Décret n° 2017-434 du 28 mars 2017 relatif au label "centre culturel de rencontre"		Pour aller plus loin dans la déconcentration en déconcentrant non seulement l'instruction des dossiers mais aussi la décision, il faut revoir le décret n° 2017-434 du 28 mars 2017 relatif au label "centre culturel de rencontre"	Décret en Conseil d'Etat	31-déc-19	0

Procédures non déconcentrées						
	DG	Procédures	Annexe 97-1200	TEXTE	Nouvelle disposition // annexe 97-1200	Nombre de décisions 2018
1	CNC	Etablissement de la liste des œuvres cinématographiques d'art et d'essai.	OUI	Décret n° 2002-568 du 22 avril 2002 portant définition et classement des établissements cinématographiques d'art et d'essai (art, 2)	Article D210-5 du code du cinéma et de l'image animée, crée par le décret n°2014-794 du 9 juillet 2014	600
2	CNC	Dérogation au délai entre le visa d'exploitation d'une œuvre cinématographique et la date de sa première diffusion à l'antenne.	OUI	Décret n° 87-36 du 26 janvier 1987 modifié pris pour l'application des articles 27-1 et 70 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication abrogé	Art, L, 233-1 du code du cinéma et de l'image animée Accord pour le réaménagement de la chronologie des médias du 6 septembre 2018 étendu par arrêté du 25 janvier 2019	0
3	DGCA	Habilitation des écoles nationales, régionales et municipales d'art.	OUI	Décret n° 88-1033 du 10 novembre 1988 portant organisation de l'enseignement des arts plastiques dans les écoles nationales, régionales et municipales d'art habilitées par le ministre chargé de la culture abrogé par décret n° 2013-156	Arrêté du 13 juillet 2018 fixant la liste des établissements d'enseignement supérieur relevant du ministère chargé de la culture et fixant la liste de leurs unités de recherche	4
4	DGCA	Décision d'habilitation d'un centre de formation à délivrer le diplôme d'Etat de professeur de musique.	OUI	Arrêté du 16 décembre 1992 relatif aux conditions requises pour l'habilitation d'un centre de formation à délivrer le diplôme d'Etat de professeur de musique	Supprimé par arrêté du 05/05/11 et remplacé par l'arrêté du 26 octobre 2018 fixant les modalités de l'évaluation des formations dans les domaines du spectacle vivant et des arts plastiques dans le cadre d'une demande d'accréditation en vue de la délivrance de diplômes nationaux relevant du ministère chargé de la culture autres que ceux conférant un grade défini à l'article L. 613-1 du code de l'éducation	4
5	DGCA	Décision d'habilitation d'un conservatoire national supérieur de musique à délivrer le certificat d'aptitude aux fonctions de professeur des écoles de musique contrôlées par l'Etat.	OUI	Arrêté du 16 décembre 1992 relatif aux conditions requises pour l'habilitation d'un conservatoire national supérieur de musique à délivrer le certificat d'aptitude aux fonctions de professeur des écoles de musique contrôlées par l'Etat	Remplacé par arrêté du 13 juillet 2018	0
6	DGCA	Dispense de l'examen d'aptitude technique et reconnaissance d'équivalence d'unités de valeur pour la formation préparatoire au diplôme d'état de professeur de danse	NON	L362-1 Code éducation (CE)		31
7	DGCA	Dispense du diplôme d'État de professeur de danse au titre de la renommée particulière et/ou de l'expérience confirmée en matière d'enseignement de la danse et reconnaissance d'équivalence au diplôme d'état de professeur de danse	NON	L362-1 CE		73
8	DGCA	Habilitation à dispenser la formation conduisant à la délivrance du diplôme d'État de professeur de danse	NON	L362-1 CE		4
9	DGCA	Reconnaissance de qualifications professionnelles en vue du libre établissement pour exercer la profession de professeur de danse en France	NON	L362-1-1 CE, art. 6 Arrêté du 23 décembre 2008 relatif aux conditions d'exercice de la profession de professeur de danse applicables aux ressortissants d'un état membre de la Communauté européenne ou d'un autre état partie à l'accord sur l'Espace économique européen		5
10	DGCA	Reconnaissance d'équivalence au diplôme d'état de professeur de danse	NON	Art. 17 arrêté de 1995 - Art. 25 arrêté du 20/7/15		73
11	DGCA	Dispense du diplôme d'État de professeur de danse au titre de la renommée particulière et/ou de l'expérience confirmée en matière d'enseignement de la danse	NON	Art. 18 arrêté de 1995 - Art. 25 arrêté de 2015		73
12	DGCA	Fixation d'une liste de diplômes reconnus	OUI	Arrêté du 22 avril 1994 modifié relatif au certificat d'aptitude aux fonctions de directeur des écoles nationales de musique et de danse et des conservatoires nationaux de région et au certificat d'aptitude aux fonctions de professeur de musique ou de danse des écoles territoriales de musique, de danse et d'art dramatique	Texte en cours de refonte	0

13	DGCA	Attribution, retrait, refus de renouvellement de la licence d'agent artistique visée à l'article L. 762-3 du code du travail.	OUI	R. 7121-4 du code du travail : Le ministre chargé de la culture délivre un document attestant de l'inscription sur le registre, le cas échéant par voie électronique	L111-7-2 et R111-12-3 CP	0
14	DGLFLF	Agrément donné aux associations de défense de la langue française pour exercer les droits reconnus à la partie civile (arrêté conjoint du ministre de la justice et du ministre chargé de la francophonie)	OUI	Décret n° 95-240 du 3 mars 1995 pris pour l'application de la loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française		4
15	DGMIC	Décision d'attribution de la subvention d'installation aux services de radio mentionnés à l'article 80 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.	OUI	Décret n° 2006-1067 du 25 août 2006 pris pour l'application de l'article 80 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication		1479
16	DGMIC	Décision d'attribution de la subvention d'équipement aux services de radio mentionnés à l'article 80 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.	OUI	Décret n° 2006-1067 du 25 août 2006 pris pour l'application de l'article 80 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication		0
17	DGMIC	Décision d'attribution de la subvention d'exploitation aux services de radio mentionnés à l'article 80 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.	OUI	Décret n° 2006-1067 du 25 août 2006 pris pour l'application de l'article 80 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication		0
18	DGMIC	Décision d'attribution de la subvention sélective à l'action radiophonique aux services de radio mentionnés à l'article 80 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.	OUI	Décret n° 2006-1067 du 25 août 2006 pris pour l'application de l'article 80 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication		0
19	DGMIC	Décision d'attribution de la subvention d'installation aux services de radio mentionnés à l'article 80 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication en cas de contrat de location-gérance.	OUI	Décret n° 2006-1067 du 25 août 2006 pris pour l'application de l'article 80 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication		0
20	DGMIC	Aides au titre du fonds de soutien à l'innovation	NON	décret n° 2012-484 du 13 avril 2012 relatif à la réforme des aides à la presse, au fonds stratégique pour le développement de la presse et au fonds de soutien à l'émergence et à l'innovation dans la presse		55
21	DGMIC	Aide au titre du fond d'aide au portage de la presse	NON	Décret n°98-1009 du 6 novembre 1998 relatif au fonds d'aide au portage de la presse		125
22	DGMIC	Aide au titre du fonds d'aide aux quotidiens locaux d'IPG	NON	Décret n°89-528 du 28 juillet 1989 instituant une aide aux quotidiens régionaux, départementaux et locaux d'information politique et générale à faibles ressources de petites annonces		15
23	DGMIC	Aide au pluralisme de la presse périodique locale	NON	Décret n°2004-1312 du 26 novembre 2004 relatif au fonds d'aide au pluralisme de la presse périodique régionale et locale modifié par le décret 2016-116		2400
24	DGMIC	Inscription registre CPPAP	NON	Art. 5 du décret n°97-1065 du 20 novembre 1997 relatif à la commission paritaire des publications et agences de presse : délivrance d'un agrément pour 5 ans		2500
25	DGMIC	Agrément agence de presse ou service de presse en ligne (SPL)	NON	Ordonnance 45-2646 : liste établie par arrêté conjoint des ministres chargés de la communication et du budget, pris sur proposition d'une commission présidée par un membre du Conseil d'Etat et comprenant en nombre égal, d'une part, des représentants de l'administration et, d'autre part, des représentants des agences de presse + loi 86-897 définissant les SPL, Décret 97-1065		450
26	DGP	Agrément des officiers qui peuvent assurer la conception des travaux de la défense nationale (arrêté pris conjointement avec le ministre chargé de la défense).	OUI	Décret n° 78-69 du 20 janvier 1978 pris pour l'application des dispositions de l'article 36 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture est abrogé	Décret n° 2011-825 du 7 juillet 2011 pris pour l'application de l'article 36 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture	2

27	DGP	Accréditation des écoles d'architecture à délivrer les diplômes des premiers et deuxièmes cycles des études d'architecture (arrêté conjoint des ministres chargés de l'architecture et de l'enseignement supérieur)	OUI	Décret n° 97-1096 du 27 novembre 1997 relatif aux études d'architecture abrogé	Articles R. 672-1 et suivants du code de l'éducation.	4
28	DGP	Octroi et retrait de l'agrément pour les opérateurs d'archéologie préventive (arrêté conjoint du ministre chargé de la culture et du ministre chargé de la recherche).	OUI	Décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive	R 522-9 CP	17
29	DGP	Reconnaissance des qualifications professionnelles des personnes physiques ressortissantes des Etats membres de la Communauté européenne ou d'un autre Etat membre de l'Espace économique européen pour l'exercice de la profession d'architecte en France.	OUI	Décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte	Art 10 3° de la Loi n°77-2 du 3 janvier 1977	36
30	DGP	Reconnaissance des références professionnelles des personnes physiques ressortissantes des Etats membres de la Communauté européenne ou d'un autre Etat membre de l'Espace économique européen pour l'exercice de la profession d'architecte en France.	OUI	Décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte	Art 10 4° de la Loi n°77-2 du 3 janvier 1977	16
31	DGP	Autorisation d'un architecte non ressortissant d'un Etat membre de la Communauté européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen à réaliser en France un projet déterminé.	OUI	Décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte	Art 11 al3 de la Loi n°77-2 du 3 janvier 1977	1
32	DGP	Récompense de l'inventeur d'un vestige immobilier découvert fortuitement	NON	Article R 541-4 du CP	Article R 541-4 du CP	2
33	DGP	Agrément des techniciens-conseils pour les orgues protégées au titre de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques.	OUI	Décret n° 95-501 du 26 avril 1995 relatif aux missions et rémunérations des techniciens-conseils pour les orgues protégées au titre de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques	R 622-59 du CP, décret du 22 juin 2009 modifié par le décret du 22 juin 2016, arrêté du 23 février 2017	2
34	DGP	Reconnaissance de la qualification professionnelle d'un ressortissant d'un Etat membre de la Communauté européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen en vue de l'exercice de l'activité de restauration	OUI	Décret n° 2002-628 du 25 avril 2002 pris pour l'application de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France	L 452-1, R 452-11 CP	16
35	DGP	Octroi et retrait de l'habilitation des services archéologiques des collectivités territoriales.	NON	Décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 pris pour l'application de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 et relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive	L 522-8 CP	13
36	DGP	Transfert de propriété d'archives d'origine privée appartenant au domaine public entre personnes publiques.	OUI	Décret n° 2018-630 du 17 juillet 2018 portant diverses dispositions communes à l'ensemble du patrimoine culturel, R. 212-95 CP	R 212-95	0
37	DGP	Décisions relatives aux architectes en chef des MH	NON	Décret n° 2007-1405 du 28 septembre 2007 portant statut particulier du corps des architectes en chef des monuments historiques	Décret 2007-1405 du 28 septembre 2007	2
38	DGP	FNAP (fonds national d'archéologie préventive) - subventions relatives à l'archéologie préventive	NON	L 524-14 CP		37
39	DGP	Classement et déclassé des archives privées comme archives historiques	NON	L212-15 CP et L 212-26 CP	L212-15 CP et L 212-26 CP	2
40	DGP	Autorisation de travaux sur des archives classées comme archives historiques	NON	L212-25 CP	L212-25 CP	0

41	DGP	Autorisation de réaliser en France un projet architectural déterminé sans inscription au tableau des architectes		Art 11 de la loi n°77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture		1
42	DGP	Désignation des experts en patrimoines spécifiques : patrimoine instrumental (campanaire...), patrimoine industriel, scientifique et technique (maritime, ferroviaire, aéronautique, hippomobile, automobile...)			A 614-1 code de l'urbanisme	2
43	DGP	Exercice par l'Etat du droit de préemption pour le compte d'une personne morale de droit privé propriétaire d'une collection affectée à un musée de France.	NON	articles L. 123-1 et R123-1 CP		5
44	DGP	Reconnaissance des qualifications professionnelles en vue de procéder à la restauration d'un bien faisant partie des collections des musées de France ou d'exercer la responsabilité scientifique d'un musée de France		Article 6 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France	L 442-8, R442-5 et R 442-6 CP	22
45	DGP	Dispense de souscription d'assurance pour les prêts d'œuvres appartenant aux collections d'un musée national.	NON	Article D. 423-8, alinéa 2 CP	Article D. 423-8, alinéa 2 CP	11
46	DGP	Approbation de la cession de biens appartenant aux collections des musées de France.	NON	Article L 451-10 et R. 451-25 CP	Article L 451-10 et R. 451-25 CP	0
47	DGP	Demande d'agrément pour se constituer partie civile par les associations de défense patrimoniale			R114-13 CP	0
48	DGP	Interdiction d'accès dans les locaux où sont consultées les archives publiques			L.212-36 et R.212-36 CP	0
49	DGP	Approbation de la cession de biens de collections des musées de France appartenant aux personnes morales de droit privé à but non lucratif			R451-25 CP	0
50	DGP	Attribution du label Pole national de référence		Décret n° 2017-469 du 31 mars 2017 relatif aux labels Pôle national de référence et Pôle national de référence numérique	L451-12 et R451-37 CP	0
51	DGP	Autorisation d'installation à perpétuelle demeure d'un objet mobilier dans un monument historique classé.	OUI	Décret du 18 mars 1924 modifié portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques	R 621-11 et R 621-13 CP	0
52	DGP	Désignation de l'expert prévu pour l'application des articles 5, 11 ou 16 de la loi validée du 27 septembre 1941.	OUI	Décret du 19 avril 1947 modifié concernant les expertises des objets provenant de fouilles archéologiques	Abrogé par décret code du patrimoine (R. 545-2 6° du CP)	0
53	DGP	Décision de faire exécuter des fouilles sous la responsabilité de l'Etat, de conclure la convention maritime prévue à l'alinéa 3 de l'article 7 de la loi n° 89-874 du 1er décembre 1989 et de faire procéder à l'exécution de fouilles de sauvetage urgentes.	OUI	Décret n° 91-1226 du 5 décembre 1991 modifié pris pour l'application de la loi n° 89-874 du 1er décembre 1989 relative aux biens culturels maritimes et modifiant la loi du 27 septembre 1941 portant réglementation des fouilles archéologiques	R 532-11 du CP	0
54	DGP	Habilitation des écoles d'architecture à organiser un troisième cycle d'études conduisant au diplôme d'architecte DPLG.	OUI	Décret n° 97-1096 du 27 novembre 1997 relatif aux études d'architecture	Abrogé	0
55	DGP	Autorisation de signer un chantier subaquatique à vocation culturelle ou artistique délivrée aux personnes non titulaires du certificat d'aptitude	OUI	arrêté interministériel du 28 janvier 1991 modifié définissant les modalités de formation à la sécurité des personnels intervenant dans les opérations hyperbares	Remplacé par arrêté 12/12/2016 définissant les modalités de formation à la sécurité des travailleurs exposés au risque hyperbare	0

56	DGP	Prescription de mesures de détection, conservation ou sauvegarde par l'étude scientifique des vestiges archéologiques menacés par les travaux sur des biens culturels maritimes.	OUI	Décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 pris pour l'application de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 et relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive	R.523-1 du CP	0
57	DGP	Evaluation de l'importance d'une découverte archéologique	OUI	Décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 pris pour l'application de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 et relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive	Article L541-4 et suivants du CP	0
58	DGP	Modalités de réalisation du diagnostic relatif à un aménagement réalisé par tranche lorsque le projet d'aménagement est prévu sur le domaine public maritime	NON	R 522-1 et R523-23 du CP	R 522-1 et R523-23 du CP	7
59	DGP	Autorisation de fouille préventive lorsque les projets d'aménagement sont prévus sur le domaine public maritime	NON	R523-46 CP	R523-46 CP	0
60	DGP	Certificat relatif à la libération de terrain lorsque les projets d'aménagement sont prévus sur le domaine public maritime	NON	R523-59 CP	R 522-1 et R523-59 CP	1
61	DGP	Autorisation d'affichage sur un immeuble classé, avec évocation par le ministre chargé de la culture	NON	R621-87 CP	R621-87 CP	0
62	DGP	Autorisation de travaux sur un objet mobilier classé au titre des monuments historiques, avec évocation par le ministre chargé de la culture	NON	L 622-7 et R 622-11	L 622-7 et R 622-11	0
63	DGP	Autorisation de travaux sur un orgue classé au titre des monuments historiques, avec évocation par le ministre chargé de la culture	NON	L 622-7 et R 622-11	L 622-7 et R 622-11	0
64	DGP	Visa de la liste des archives publiques dont l'élimination est envisagée.	NON	Article R. 212-14, alinéa 7 CP	Article R. 212-14, alinéa 7 CP	2500
65	DGP	Communication d'archives publiques par les administrations et les établissements publics à caractère administratif de l'Etat	NON	L213-1 CP	L213-1 CP	
66	DGP	Communication d'archives privées par les administrations et les établissements publics à caractère administratif de l'Etat	NON	L213-6 CP	L213-6 CP	
67	DGP	Autorisation de fouilles ou de sondages programmés	NON	R531-1 CP	R531-1 CP	1000
68	DGP	Reconnaissance d'équivalence de qualifications professionnelles pour assurer la responsabilité des activités scientifiques d'un musée de France (décision prise, le cas échéant, conjointement avec le ministre concerné).	OUI	Décret n° 2002-628 du 25 avril 2002 pris pour l'application de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France abrogé par le décret n° 2011-574 du 24 mai 2011 relatif à la partie réglementaire du code du patrimoine (livres Ier à VI)	L. 442-8, R 442-5, 2° CP	9
69	DGP	Décision sur les offres de vente de biens déclassés, en application du II de l'article 11 de la loi n° 2602-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France.	OUI	Décret n° 2002-628 du 25 avril 2002 pris pour l'application de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France abrogé par le décret n° 2011-574 du 24 mai 2011 relatif à la partie réglementaire du code du patrimoine (livres Ier à VI) .	L. 451-6, D 451-22 CP	0
70	DGP	Désignation de la collectivité territoriale à laquelle peut être proposé le transfert de la propriété d'un bien, en application de l'article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France (décision prise, le cas échéant, conjointement avec le ministre concerné).	OUI	Décret n° 2002-628 du 25 avril 2002 pris pour l'application de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France abrogé par le décret n° 2011-574 du 24 mai 2011 relatif à la partie réglementaire du code du patrimoine (livres Ier à VI) .	L.451-9, R 451-24 CP	15

71	DGP	Habilitation des établissements publics à caractère scientifique et culturel à délivrer des diplômes d'architecture	NON		Art R.672-7 code de l'éducation	1
72	SG	Nomination du médiateur chargé de favoriser la résolution des différends relatifs à l'autorisation de retransmission par câble simultanée, intégrale et sans changement, sur le territoire national à partir d'un Etat membre de la Communauté européenne.	OUI	décret pris pour l'application des articles L. 132-20-2 et L. 217-3 du code de la propriété intellectuelle - Articles R. 324-1 à R. 324-12 CPI		0
73	SG	Agréments d'organismes de gestion collective droits d'auteurs	NON	L 122-10 CPI, L123-7, L 132-20-1, L 133-2, R 329-3		2
74	SG	Assimilation au bénéfice du droit de suite au profit des artistes étrangers résidant en France et participant à la vie culturelle française depuis au moins 5 années	NON	L122-8 CPI		5
75	SG	Extension de la durée de protection du droit d'auteur pour les ayants-droit d'auteurs morts pour la France.	NON	L123-10 CPI		0
76	SG	Opposition à la création d'un organisme de gestion collective . Envoi obligatoire des projets de statutset de règlements généraux au ministère chargé de la culture. Dans les deux mois de leur réception le ministre peut saisir le tribunal de grande instance au cas où des motifs réels et sérieux s'opposeraient à la création d'une société de perception et de répartition des droits.	NON	L321-3 CPI		0
77	SG	Modification statutaires et de règlements généraux des organismes de gestion collective	NON	L326-9 à L. 326-13 CPI		6
78	SG	Agrément des agents assermentés, chargés de rapporter la preuve de la matérialité de toute infraction aux dispositions du code de la propriété intellectuelle, et désignés par le Centre national du cinéma et de l'image animée, les organismes de défense professionnelle et les sociétés de perception et de répartition des droits.	NON	L331-2, R 331-1 CPI		40
79	SG	Inscription sur la liste des personnes habilitées à mettre en œuvre l'exception au droit d'auteur et aux droits voisins au profit des personnes handicapées	NON	R122-15 à 18 CPI		40
80	SG	Organismes agréés pour la gestion du droit de reproduction par reprographie L 122-12 du CPI et R322-1 à R 322-4 CPI	NON	L 122-12 du CPI et R322-1 à R 322-4 CPI		10
81		Autorisation des personnes morales visées à l'article 6 b de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 pour assurer la mission de conduite d'opération, et retrait de cette admission (arrêté conjoint du ministre chargé de l'architecture et des ministres intéressés).	OUI	Décret n° 86-664 du 14 mars 1986 déterminant les conditions dans lesquelles les personnes morales visées à l'article 6 (b) de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'ouvrage privée peuvent assurer la conduite d'opération	Abrogé par le code de la commande publique (1er avril 2019)	
82		Agrément des personnes morales visées à l'article 6 c de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 pour continuer les missions de conduite d'opération, et retrait de cet agrément (arrêté conjoint du ministre chargé de l'architecture et des ministres intéressés).	OUI	Décret n° 86-665 du 14 mars 1986 déterminant les conditions dans lesquelles les personnes morales visées à l'article 6 (c) de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'ouvrage privée peuvent continuer d'assurer la conduite d'opération	Abrogé par le code de la commande publique (1er avril 2019)	
83		Agrément nécessaire à l'activité d'hébergement de données de santé à caractère personnel sur support papier	OUI	Art. R. 1111-16 CSP		

84		Agrément de la sanction des cursus à finalités diverses.	OUI	Décret n° 88-1033 du 10 novembre 1988 portant organisation de l'enseignement des arts plastiques dans les écoles nationales, régionales et municipales d'art habilitées par le ministre chargé de la culture abrogé par décret n° 2013-156	D 759-5 et suivants du code de l'éducation- Arrêté du 13 juillet 2018 fixant la liste des établissements d'enseignement supérieur relevant du ministère chargé de la culture et fixant la liste de leurs unités de recherche	
85		Reconnaissance de la qualification d'un ressortissant d'un Etat membre de la Communauté européenne ou d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen en application de l'article 3 (6-2, c) de la loi n° 46-9942 du 7 mai 1946 modifiée instituant l'ordre des géomètres experts et décisions relatives à cette reconnaissance.	OUI	Décret n° 96-478 du 31 mai 1996 portant règlement de la profession de géomètre expert et code des devoirs professionnels		
86		Agrément de certains organismes chargés de dispenser une formation en matière d'hygiène et de sécurité aux représentants des personnels siégeant aux comités d'hygiène et de sécurité.	OUI	décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique	modifié par Décret n° 2016-1403	
87		Décisions d'exclusion temporaire ou définitive d'une entreprise des marchés passés avec l'Etat et ses établissements publics autres que ceux ayant un caractère industriel et commercial, en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux 2°, 3°, 4°, 5°, 6° de l'article 50 du code des marchés publics.	OUI	Code de la commande publique		
88		Décisions relatives aux établissements publics de l'Etat dont les attributions ou les activités ne s'exercent pas au plan national.	OUI	Code de la commande publique		
89		Mise en demeure et sanctions	OUI	Décret n° 2006-1464 du 28 novembre 2006 relatif à la promotion des économies d'énergie dans les messages publicitaires des entreprises du secteur énergétique		
90		Décisions permettant de déroger, à titre expérimental, à certaines règles de construction.	OUI	Décret n° 2017-1044 du 10 mai 2017 portant expérimentation en matière de construction	Abrogé par le décret 2019-184	0
91		Inscription en école nationale supérieure d'architecture.	NON	Article R. 672-9 code éducation	L. 123-1 et R123-1 CP	
92		Inscription aux cycles de formation professionnelle continue en architecture.	NON	Article R. 672-10 CE		

Ministère de la culture - Recensement des commissions - août 2019

Intitulé de l'instance	Date de création instance	Références des textes institutifs (loi, décret, arrêté)	Terme prévu	Nombre de réunions en 2017	Evolution commission
Comité d'experts (entreprises de production phonographique)	23/12/2006	Articles 220 octies (IV) et 220 Q du code général des impôts Décret n° 2006-1764 du 23 décembre 2006 (modifié par l'article 1er du décret n°2009-700 du 15 juin 2009) pris pour l'application des articles 220 octies et 220 Q du code général des impôts et relatif à l'agrément des productions phonographiques ouvrant droit au crédit d'impôt pour dépenses dans la production d'œuvres phonographiques (article 9)	Sans terme	6	Suppression
Haut Comité des commémorations nationales	23/09/1998	Arrêté du 23 septembre 1998 portant création d'un Haut Comité des célébrations nationales auprès du ministre chargé de la culture ☐	08/06/2020	4	Suppression
Commission consultative pour l'attribution des aides à l'écriture d'œuvres musicales	27/06/2014	Décret n°2014-677 du 24 juin 2014 relatif à l'aide à l'écriture d'œuvres musicales	Sans terme	1	Suppression
Commission relative aux demandes de changement d'affectation des salles de spectacles	18/04/1947	Arrêté du 18 avril 1947 portant création d'une commission chargée de donner un avis sur les demandes de changement d'affectation des salles de spectacle	08/06/2020	0	Suppression
Commission scientifique nationale des collections	28/04/2002	Articles L. 115-1 et L. 115-2 du code du patrimoine (codifie la LOI n° 2010-501 du 18 mai 2010 visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories à la Nouvelle-Zélande et relative à la question des collections (article 4) Articles R.115-1 à R.115-4 du code du patrimoine (codifient le décret n°2011-160 du 8 février 2011)	Sans terme	1	Suppression
Commission de l'aide à l'innovation et à la transition numérique de la musique enregistrée	21/10/2016	Décret n° 2016-1422 du 21 octobre 2016 instituant une aide à l'innovation et à la transition numérique de la musique enregistrée	24/10/2021	3	Suppression

Ministère de la culture - Recensement des commissions - août 2019

Commission d'agrément relative à l'institution d'une garantie de l'État	07/01/1993	Loi n° 93-20 du 7 janvier 1993 relative à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art ☐ Décret n°93-947 du 23 juillet 1993 pris pour l'application de la loi n° 93-20 du 7 janvier 1993 relative à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art	Sans terme	2	Suppression
Commission consultative pour l'attribution des aides aux projets artistiques dans les domaines des arts de la rue et des arts du cirque	26/12/2014	Décret n° 2014-1651 du 26 décembre 2014 relatif à l'attribution des aides aux projets artistiques dans les domaines des arts de la rue et des arts du cirque	01/01/2020	1	Suppression
Commission des droits des artistes-interprètes et des producteurs pour la réalisation d'une oeuvre audiovisuelle	04/07/1992	Articles L. 212-9 et R. 212-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.	Sans terme	0	Maintien
Commission nationale de reconnaissance des qualifications professionnelles d'architecte	03/01/1979	Loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture (article 10-4)☐ Décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte	Sans terme	1	Maintien
Haut conseil des musées de France	04/01/2002	Articles L. 430-1 et L. 430-2 du code du patrimoine☐ Articles R. 430-1, R. 430-2, R. 430-3 et R. 430-4 du code du patrimoine	Sans terme	2	Maintien
Commission pour la rémunération de la copie privée	15/12/2009	Articles L. 311-5, R. 311-1 et suivants et 311-8 du code de la propriété intellectuelle☐ Arrêté du 15 décembre 2009 portant nomination à la commission prévue à l'article L. 311-5 du code de la propriété intellectuelle	Sans terme	23	Maintien

Ministère de la culture - Recensement des commissions - août 2019

Commission de la rémunération équitable	05/07/1985	Articles L. 214-4 et R. 214-1 à R. 214-7 du Code de la propriété intellectuelle. Arrêté du 16 février 2009 portant composition de la commission prévue à l'article L. 214-4 du code de la propriété intellectuelle. Créée par l'article 24 de la loi n° 85-660 du 3 juillet 1985 relative aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle	Sans terme	5	Maintien
Commission consultative des trésors nationaux	01/01/1993	Article L. 111-4 du code du patrimoine Article R. 111-22 à D. 111-25 du code du patrimoine	Sans terme	9	Maintien
Conseil supérieur des archives	21/01/1988	Article L. 211-2-1 du code du patrimoine Arrêté du 21 janvier 1988 portant création du Conseil supérieur des archives	Sans terme	2	Maintien
Commission professionnelle consultative du spectacle vivant	19/06/2006	Arrêté du 19 juin 2006 portant création de la commission professionnelle consultative du spectacle vivant	02/01/2023	2	Maintien
Conseil scientifique du laboratoire de recherche des monuments historiques	04/01/2000	Arrêté du 4 janvier 2000 érigeant le laboratoire de recherche des monuments historiques en service à compétence nationale – Arrêté du 20 avril 2001 relatif à la composition du conseil scientifique du laboratoire de recherche des monuments historiques	Sans terme	0	Maintien
Conseil national des professions du spectacle	29/03/1995	Article 36 de la loi n° 2018-699 du 3 août 2018 visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination Décret n° 2013-353 du 25 avril 2013 relatif au conseil national des professions de spectacle prorogeant le décret n°93-724 du 29 mars 1993 pour une durée de 5 ans	Sans terme	0	Maintien

Ministère de la culture - Recensement des commissions - août 2019

Conseil artistique des musées nationaux	26/12/2003	Articles L. 451-1, R. 422-5 et D. 422-6 et suivants du code du patrimoine	Sans terme	7	Maintien
Commission de médiation relative à la perception de la taxe fiscale sur les spectacles	02/05/2017	Articles 76 et 77 de la loi de finances rectificative n° 2003-1312 du 31 décembre 2003 pour 2003 Décret n° 2004-117 du 4 février 2004 pris en application des articles 76 et 77 de la loi de finances rectificative pour 2003 définissant les catégories de spectacles et déterminant, pour l'Association pour le soutien du théâtre privé, les types d'aides et leurs critères d'attribution	Sans terme	0	Maintien
Commission d'enrichissement de la langue française	03/07/1996	Décret n° 96-602 du 3 juillet 1996 relatif à l'enrichissement de la langue française	Sans terme	10	Maintien
Conseil des Arts et Lettres	02/05/1957	Décret n° 2012-19 du 4 janvier 2012 modifiant le décret n° 57-549 du 2 mai 1957 portant institution de l'ordre des Arts et des Lettres (article 9 à 11)	Sans terme	3	Maintien
Commission de récolement des dépôts d'oeuvres d'art	20/08/1996	Articles D. 113-27 à D. 113-29 du code du patrimoine (codifiant le décret n° 96-750 du 20 août 1996 portant création d'une commission de récolement des dépôts d'oeuvres d'art)	Sans terme	10	Maintien
Conseil national de la recherche archéologique	27/05/1994	Articles L. 545-1 et R. 545-1 et suivants du code du patrimoine	Sans terme	4	Maintien
Commission du fonds de soutien à l'expression radiophonique locale	28/02/2007	Article 80 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication Décret n° 2006-1067 du 25 août 2006 pris pour l'application de l'article 80 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication	Sans terme	9	Maintien

Ministère de la culture - Recensement des commissions - août 2019

Comité d'orientation pour le fonds stratégique pour le développement de la presse	16/04/2012	Décret n° 2012-484 du 13 avril 2012 modifié relatif à la réforme des aides à la presse et au fonds stratégique pour le développement de la presse (articles 14 à 19) - Arrêté du 6 juillet 2012 fixant la composition d'orientation du fonds stratégique pour le développement de la presse	17/04/2022	7	Maintien
Conseil national des villes et pays d'art et d'histoire	05/05/1995	Arrêté du 5 mai 1995 portant création d'un Conseil national des villes et pays d'art et d'histoire modifié par l'arrêté du 15 avril 2002	08/06/2020	2	Maintien
Conseil national de l'inventaire général du patrimoine culturel	20/07/2005	Articles D. 144-1 à D. 144-5 du code du patrimoine (codifie le décret n° 2005-835 du 20 juillet 2005 pris en application de l'article 95 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et relatif au contrôle scientifique et technique de l'Etat en matière d'inventaire général du patrimoine culturel et au Conseil national de l'inventaire général du patrimoine culturel)	08/06/2020	3	Maintien
Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche artistiques et culturels	09/07/2016	Articles L. 239-1 et D. 239-1 à 239-18 du code de l'éducation	Sans terme	1	Maintien
Commission scientifique des musées nationaux réunie en commission des prêts et dépôts	27/12/2003	Article D. 422-4 du code du patrimoine	26/04/2020	10	Maintien
Commission interministérielle d'agrément pour la conservation du patrimoine artistique national	06/04/1982	Article 310 G (II) Annexe II au code général des impôts Arrêté du 6 avril 1982 relatif à la commission prévue à l'article 310 G de l'annexe II du CGI	08/06/2020	4	Maintien
Erratum : Commission des centres culturels de rencontre	05/07/1996	Décret n°2017-434 du 28 mars 2017 instituant la commission des centres culturels de rencontre	08/06/2020	0	Evolution à venir en fonction du processus de déconcentration en cours
Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique	10/07/2010	Article L. 331-18 du code de la propriété intellectuelle Arrêté du 10 juillet 2000 portant création du Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique	Sans terme	117	Maintien
Conseil national des oeuvres dans l'espace public dans le domaine des arts plastiques	26/08/2016	Décret n° 2016-1154 du 24 août 2016 portant création du conseil national des oeuvres dans l'espace public dans le domaine des arts plastiques	27/08/2021	3	Maintien

Ministère de la culture - Recensement des commissions - août 2019

Commission nationale du patrimoine et de l'architecture	29/03/2017	Article L. 611-1 et articles R. 611-1 à R. 611-16 du code du patrimoine	Sans terme	0	Maintien
Commission nationale culture handicap	01/02/2001	Arrêté du 1er février 2001 portant création de la commission nationale culture-handicap	08/06/2020	0	Maintien
Conseil national des professions des arts visuels	07/12/2018	Décret n° 2018-1079 du 3 décembre 2018 relatif au conseil national des professions des arts visuels	07/12/2023		Maintien
Commission d'évaluation des professeurs des écoles nationales supérieures d'art	23/12/2002	Décret n° 2002-1520 du 23 décembre 2002 fixant les dispositions statutaires applicables au corps des professeurs des écoles nationales supérieures d'art (article 8)	Sans terme	2	Maintien
Commission d'évaluation scientifique des conservateurs du patrimoine	16/05/1990	Décret n° 2013-788 du 28 août 2013 portant statut particulier du corps des conservateurs du patrimoine (article 7)	Sans terme	3	Maintien
Commission de classification des œuvres cinématographiques	23/02/1990	Article R. 211-29 à R. 211-47 du code du cinéma et de l'image animée	08/06/2020	70	Maintien
Commission de conciliation pour le droit d'exploitation des œuvres des journalistes	26/08/2010	Articles L. 132-44 et R. 132-18 et suivants du code de la propriété intellectuelle	Sans terme	4	Maintien
Commission d'acquisition compétente pour les musées nationaux érigés en services à compétence nationale et les musées nationaux du château de Fontainebleau, de la céramique à Sèvres et Adrien Dubouché à Limoges	01/10/2016	Décret n° 2016-924 du 5 juillet 2016 instituant une commission d'acquisition compétente pour les musées nationaux érigés en services à compétence nationale et les musées nationaux du château de Fontainebleau, de la céramique à Sèvres et Adrien Dubouché à Limoges	Sans terme	7	Maintien
Comité consultatif du musée national Fernand Léger	31/08/1945	Décret n° 45-2075 du 31 août 1945 portant application de l'ordonnance relative à l'organisation des musées des beaux-arts	Sans terme	0	Maintien